

**Communiqué de presse du Parti vert du Canada
Pour diffusion immédiate**

**Canada :
Le gouvernement conservateur se moque des droits des
peuples autochtones**

OTTAWA 1 avril 2009,

Le Canada perd peu à peu, aux yeux de la communauté internationale, sa réputation de chef de file en matière de protection des droits de la personne, comme en témoigne la stratégie que vient de publier le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international intitulée ***Renforcer l'avantage Canadien : Stratégie de responsabilité sociale des entreprises*** (RSE) pour les sociétés extractives Canadiennes présentes à l'étranger.

« Le Canada ne prend pas au sérieux les droits des peuples autochtones, en plus d'avoir démontré à maintes reprises qu'il se moquait éperdument de leur dépendance envers leurs terres ancestrales.

Le Canada a refusé de signer la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones, et le Canada refuse à présent de prendre des mesures pour s'assurer que les sociétés canadiennes qui opèrent à l'étranger ne piétinent pas les populations locales et leur environnement », a déclaré Lorraine Rekmans, porte-parole du Parti Vert du Canada en matière d'affaires autochtones.

De nombreuses organisations, y compris l'Instance permanente sur les questions autochtones des Nations Unies, ont accusé le Canada d'adopter une position régressive à l'égard de la responsabilité sociale des entreprises dans le secteur des ressources naturelles, ajoutant que cette stratégie était loin de permettre au Canada de respecter ses engagements internationaux en matière de droits de la personne. « Le Parti Vert du Canada unit sa voix à celle de ces organisations pour demander au gouvernement du Canada de reconsidérer ses engagements en matière de responsabilité sociale des entreprises et d'introduire des mesures concrètes pour prévenir les nombreuses

violations des droits de la personne et la détérioration de l'environnement associées aux activités des sociétés extractives canadiennes », a déclaré la chef du Parti Vert Elizabeth May.

« Les nombreux témoignages entendus ont révélé que les sociétés extractives canadiennes violent toujours aussi impunément les droits des peuples autochtones, leurs terres, leurs territoires et leurs ressources. Le Canada doit s'assurer que les intérêts de l'industrie extractive ne sont pas défendus aux dépens de l'environnement et des peuples autochtones », a ajouté Mme Rekmans.

Le Parti Vert souhaite que le gouvernement du Canada offre la garantie que les sociétés canadiennes respecteront les normes internationales telles que « Les Politiques et critères de performance en matière de durabilité sociale et environnementale » émises par la Société Financière Internationale (Groupe de la Banque Mondiale).

L'année dernière, le Comité pour l'élimination de la discrimination raciale écrivait ceci à propos du Canada [traduction] : *« Le Comité est préoccupé par les rapports faisant état des effets néfastes des activités économiques entourant l'exploitation des ressources naturelles à l'étranger par des multinationales immatriculées au Canada sur les droits fonciers, la santé, l'environnement et le mode de vie des peuples autochtones habitant ces régions. »*

En conclusion, le Comité recommandait au Canada *« d'explorer de nouveaux moyens de responsabiliser les multinationales immatriculées au Canada. »*

Renseignements : Michael Bernard Agent des communications Parti Vert du Canada Tél. : 613-562-4916, poste 244 Cell : 613-614-4916 michael.bernard@partivert.ca